



**LES MARINS C.G.T. ET C.F.D.T.  
DU "FRANCE" S'ADRESSENT A  
LA POPULATION DE SEINE MARITIME**

c'est l'affaire de tous

Madame, -Monsieur,

Vous en avez eu connaissance, depuis le 11 Septembre, nous sommes en grève et nous occupons le navire dont nous assurons le fonctionnement depuis douze ans.

La presse, la radio, la télévision ont parlé de notre action, mais le plus souvent pour en dénaturer le véritable sens, pour falsifier nos objectifs.

C'est pourquoi, nous avons décidé de nous adresser à vous.

QUELLE EST LA VERITE ? POURQUOI SOMMES-NOUS EN GREVE ?

En 1957, quand il s'est agi de construire "LE FRANCE", les syndicats ont montré qu'il serait préférable de construire des navires plus petits et plus adaptés aux besoins du pays.

Le Gouvernement ne nous a pas écoutés. "LE FRANCE" a été construit. Il emploie 1.600 personnes à bord et plus de 1.400 à terre.

Depuis des mois nous avons demandé au Gouvernement l'ouverture de discussions pour résoudre les problèmes posés par "LE FRANCE".

M. GISCARD D'ESTAING, lui-même, affirmait lors de sa campagne électorale "qu'il ne prendrait aucune décision sans consultation préalable des organisations syndicales". Il était alors candidat ... Or, dès la mise en place de son gouvernement, en Juin dernier, il décidait seul avec CHIRAC, PONLATOWSKY et LECARUET de désarmer le "FRANCE". En quelque sorte de fermer notre entreprise purement et simplement sans qu'il y ait la moindre consultation des organisations syndicales.

VOILA POURQUOI NOUS AVONS DECIDE D'AGIR

A notre action, le Gouvernement répond comme pour les autres travailleurs, ceux du SNIAS - Francia Hoval - Titan Coder - P.T.T. - des mines de Fouliquemont - C.R.T.F. etc... par le refus de négocier malgré nos multiples demandes, par l'utilisation des forces de police contre nous, portant ainsi gravement atteinte aux libertés syndicales et démocratiques et au droit de grève.

N'est-il pas allé jusqu'à interdire l'accès du navire au "bateau de solidarité" chargé de marchandises, aux élus, au Maire du Havre, à un prêtre catholique ?

Ainsi, nous sommes loin des discours présidentiels et ministériels sur le libéralisme, le dialogue et la concertation.

.../...

Recto / Front side

COMME LES AUTRES TRAVAILLEURS

Nous sommes en fait victimes de la politique anti-sociale du Gouvernement qui se traduit par une hausse effrénée des prix et du chômage, par la détérioration des conditions de vie et de travail et l'abandon des intérêts nationaux.

Dans la marine, depuis 1960, 20.000 emplois ont disparu auxquels viendraient s'ajouter les 1.600 marins du "FRANCE". Mais il faut que vous sachiez que notre pays dépense dans le même temps 300 milliards d'A.F. pour affréter des navires étrangers.

La flotte française qui était de 798 navires au 1er Janvier 1960, est tombée au 1er Avril à 496 navires. Elle assure moins de 40 % des transports de notre commerce maritime. Dans le même temps, la main mise des armateurs internationaux sur le transport maritime menace directement l'indépendance de notre pays pour son commerce extérieur et ses approvisionnements.

Le Gouvernement vient d'autoriser la Transat à désarmer le "FRANCE" mais, dans le même temps, il l'autorise à affréter un navire étranger le "STELLA SOLLARIS" pour effectuer à la place du "FRANCE" des croisières aux Caraïbes pour la saison d'hiver 74 - 75.

QUELS SONT NOS OBJECTIFS ? C'EST SIMPLE ET CLAIR

- Nous voulons la sauvegarde des 3.000 emplois que constitue l'entreprise "FRANCE".
- Nous voulons que le "FRANCE" soit adapté et maintenu en activité, non pas indéfiniment, mais, tant que le Gouvernement n'aura pas construit ou acheté de navires de remplacement mieux adaptés aux besoins du pays. C'est le seul moyen pour que, en attendant cette solution les 3.000 emplois soient sauvegardés.
- Nous voulons qu'un plan de relance de la marine marchande conforme aux intérêts du pays, soit mis en oeuvre et assure le développement de l'armement public.

NOTRE COMBAT C'EST DOHC LE MEME QUE LE VOTRE.

Grâce à notre lutte et au large soutien qu'elle a reçu, le Gouvernement a déjà reculé. Il a été obligé de faire revenir le "FRANCE" au Havre, il n'a pas pu l'isoler dans le port, il a avancé de premières propositions pour un plan de relance.

MAIS NOUS SOMMES DETERMINES A POURSUIVRE NOTRE LUTTE JUSQU'A CE QU'IL SE DECIDE :

- A NEGOCIER SERIEUSEMENT
- A REVERIR SUR SA DECISION DE DESARMER LE "FRANCE" SANS CONTREPARTIE.

AVEC VOTRE SOUTIEN ACTIF, NOUS SOMMES PERSUADES DE POUVOIR Y PARVENIR.

**TOUS LES TRAVAILLEURS, NOUS EN SOMMES CERTAINS,  
NOUS APPORTERONT GENEREUSEMENT LEUR SOLIDARITE  
FINANCIERE. NOUS LES EN REMERCIONS A L'AVANCE.**

Verso / Back side